

# Procedure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	2003/0283(COD) Procédure terminée
Déchets (abrog. directive 75/442/CEE). Codification	
Abrogation <a href="#">2005/0281(COD)</a> Modification <a href="#">2008/0015(COD)</a>	
Sujet 3.70.12 Gestion des déchets, déchets ménagers, emballages, déchets industriels légers 3.70.13 Substances dangereuses, déchets toxiques et radioactifs (stockage, transport)	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>JURI</b> Juridique et marché intérieur	PPE-DE <a href="#">GARGANI Giuseppe</a>	22/01/2004
Conseil de l'Union européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>ENVI</b> Environnement, santé publique, politique des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission européenne	Formation du Conseil <a href="#">Affaires générales</a>	Réunion <a href="#">2705</a>	Date 30/01/2006
Commission européenne	DG de la Commission <a href="#">Service juridique</a>	Commissaire	

Evénements clés			
27/11/2003	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2003)0731</a>	Résumé
03/12/2003	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
24/02/2004	Vote en commission, 1ère lecture		Résumé
24/02/2004	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A5-0117/2004</a>	
09/03/2004	Décision du Parlement, 1ère lecture	<a href="#">T5-0123/2004</a>	Résumé
30/01/2006	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		

05/04/2006	Signature de l'acte final		
05/04/2006	Fin de la procédure au Parlement		
27/04/2006	Publication de l'acte final au Journal officiel		

### Informations techniques

Référence de procédure	2003/0283(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Codification
Instrument législatif	Directive
	Abrogation <a href="#">2005/0281(COD)</a> Modification <a href="#">2008/0015(COD)</a>
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 175
Étape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	JURI/5/20432

### Portail de documentation

Document de base législatif	<a href="#">COM(2003)0731</a>	27/11/2003	EC	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A5-0117/2004</a>	24/02/2004	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">T5-0123/2004</a> <a href="#">JO C 102 28.04.2004, p. 0025-0106 E</a>	09/03/2004	EP	Résumé
Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES0210/2004</a> <a href="#">JO C 112 30.04.2004, p. 0046-0046</a>	31/03/2004	ESC	
Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES0513/2004</a>	31/03/2004	ESC	
Projet d'acte final	<a href="#">03652/1/2005</a>	05/04/2006	CSL	
Document de suivi	<a href="#">COM(2007)0059</a>	21/02/2007	EC	Résumé
Document de suivi	<a href="#">SEC(2009)1586</a>	20/11/2009	EC	Résumé
Document de suivi	<a href="#">COM(2009)0633</a>	20/11/2009	EC	Résumé
Document de suivi	<a href="#">COM(2013)0006</a>	17/01/2013	EC	Résumé

### Informations complémentaires

Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>
-----------------------	-------------------------

### Acte final

<a href="#">Directive 2006/12</a> <a href="#">JO L 114 27.04.2006, p. 0009-0021</a> Résumé
---

OBJECTIF : codification de la législation relative aux déchets. CONTENU : l'objet de la présente proposition est de procéder à la codification de la directive 75/442/CEE du Conseil, du 15 juillet 1975 relative aux déchets (effectuée conformément à la communication de la Commission "codification de l'acquis communautaire" COM(2001)645. La nouvelle directive se substituera aux divers actes qui y sont incorporés; elle en préserve totalement la substance et se borne à les regrouper en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification.?

## Déchets (abrog. directive 75/442/CEE). Codification

---

La commission a adopté le rapport de son président, M. Giuseppe GARGANI (PPE-DE, I), qui approuve la proposition sans modification en première lecture de la procédure de codécision.

## Déchets (abrog. directive 75/442/CEE). Codification

---

Le Parlement européen a approuvé la proposition.?

## Déchets (abrog. directive 75/442/CEE). Codification

---

OBJECTIF : codification de la législation relative aux déchets.

ACTE LÉGISLATIF : Directive 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets.

CONTENU : le Conseil a adopté une directive concernant l'élimination des déchets. La directive codifie et abroge la directive 75/442/CEE: elle se substitue aux divers actes qui y sont incorporés en les regroupant et en y apportant les seules modifications requises par l'opération même de codification.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 17/05/2006.

## Déchets (abrog. directive 75/442/CEE). Codification

---

Au cours des trente dernières années, la définition du terme «déchets» s'est révélée d'une importance capitale dans le cadre de la protection de l'environnement européen contre les effets de la production et de la gestion des déchets. Or, l'évolution de la jurisprudence et le manque relatif de clarté juridique ont parfois rendu difficile l'application de la définition du déchet, tant pour les autorités compétentes que pour les opérateurs économiques.

Afin d'améliorer la sécurité juridique dans le domaine des déchets, et de faciliter la compréhension et l'application de la définition de ces derniers, la présente communication interprétative vise, d'une part, à fournir aux autorités compétentes des éléments d'orientation qui leur permettront de déterminer, au cas par cas, si une matière constitue ou non un déchet et, d'autre part, à donner aux opérateurs économiques des informations sur la manière dont ces décisions doivent être prises. Elle contribuera également à harmoniser l'interprétation de la législation en matière de déchets à travers l'Union européenne.

À cet effet, la communication explique, à la lumière de l'interprétation de la Cour de justice des Communautés européennes, la définition du déchet établie à l'article 1er de la directive cadre sur les déchets, afin de garantir une bonne application de cette dernière.

La communication porte sur la distinction entre ce qui est déchet et ce qui ne l'est pas dans le contexte des processus de production. Elle ne concerne donc pas les autres déchets tels que les déchets municipaux ou les flux de déchets similaires, pas plus que les résidus de consommation. Elle ne vise pas à déterminer les conditions dans lesquelles un produit peut devenir un déchet ou dans lesquelles un déchet cesse d'être considéré comme tel, et n'a pas trait aux déchets exclus du champ d'application de la directive cadre sur les déchets.

La Commission estime que des lignes directrices, conformes aux critères juridiquement contraignants établis par la Cour et révisables en fonction de nouveaux éléments ou de l'évolution de la technologie, sont plus indiquées pour assurer la clarté juridique qu'une définition du sous-produit intégrée dans la directive cadre sur les déchets.

S'agissant de l'application de la jurisprudence de la Cour, la communication aborde les questions suivantes :

- Notions générales relatives à la définition du déchet : la Cour a défendu de manière constante une interprétation large de la définition. Elle a souligné à plusieurs reprises que ce sont les circonstances spécifiques qui font d'une matière un déchet ou non et qu'il convient dès lors que les autorités compétentes prennent leur décision au cas par cas. De plus, même si une matière donnée, au regard des critères définis par la Cour, n'entre pas dans la catégorie des déchets, lorsque, en pratique, son détenteur s'en défait, il y a de toute évidence lieu de la considérer et de la traiter comme telle.

- La matière concernée est-elle un résidu de production ou un produit? Dans l'affaire Palin Granit, la Cour a défini le résidu de production comme un produit n'étant pas le résultat directement recherché par le processus de fabrication. Dans l'affaire Saetti, elle a souligné que lorsque la matière concernée était «le résultat d'un choix technique» (visant délibérément à la produire), elle ne pouvait être considérée comme un résidu de production. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit de décider si une matière constitue ou non un déchet, il convient tout d'abord de déterminer si le fabricant a délibérément choisi de produire la matière en cause.

Critères permettant de considérer un résidu de production comme n'étant pas un déchet : pour la Cour, toute matière considérée comme un résidu de production ne constitue pas d'office un déchet. Dans sa jurisprudence récente (affaires Palin Granit et suivantes), la Cour a établi trois critères qu'un résidu de production doit remplir pour pouvoir être qualifié de sous-produit. Elle a ainsi jugé que lorsque la réutilisation d'une matière n'est pas seulement éventuelle, mais certaine, sans transformation préalable, et dans la continuité du processus de production, la matière concernée n'est pas un déchet. Ces conditions sont cumulatives: toutes doivent être remplies. Outre ces trois critères, la Cour a

précisé que l'utilisation prévue pour le sous-produit doit être licite, autrement dit le sous produit en question ne peut être une matière dont le producteur a l'obligation de se défaire ou dont l'utilisation envisagée est interdite par la législation communautaire ou par le droit interne des États membres.

Autres éléments pris en compte par la Cour aux fins d'une distinction entre déchet et sous-produit : dans l'affaire Arco Chemie et dans d'autres affaires similaires, la Cour énumère toute une série de facteurs qui peuvent donner lieu de penser qu'une matière est un déchet. Aucun de ces éléments ne constitue une preuve irréfutable, mais certains peuvent parfois se révéler utiles :

- aucun autre usage que l'élimination ne peut être envisagé, l'usage prévu a une incidence environnementale élevée ou il nécessite des mesures de protection particulières ;
- le procédé de traitement appliqué à la matière en question est un procédé courant de traitement des déchets ;
- l'entreprise perçoit la matière comme un déchet ;
- l'entreprise cherche à limiter la quantité de matière produite.

Une annexe à la présente communication fournit des exemples illustrant certains cas dans lesquels des matières peuvent ou non être considérées comme des déchets : poussières et scories provenant de la production sidérurgique ; sous-produits de l'industrie agroalimentaire - aliments pour animaux ; sous-produits de la combustion - gypse provenant de la désulfuration des fumées ; chutes et autres matières similaires.

Comme annoncé dans la stratégie thématique pour la prévention et le recyclage des déchets, l'efficacité des lignes directrices présentées dans la présente communication sera réexaminée en 2010, dans le cadre de la révision de ladite stratégie. À cette occasion, la Commission vérifiera également si l'évolution de la jurisprudence de la Cour rend nécessaire une adaptation de ces lignes directrices.

## Déchets (abrog. directive 75/442/CEE). Codification

---

La Commission présente un rapport concernant la mise en œuvre de la législation de l'Union européenne en matière de déchets pour la période 2007 - 2009. Le rapport couvre notamment la directive 2006/12/CE (déchets), la directive 91/689/CEE (déchets dangereux), la directive 75/439/CEE (huiles usagées), la directive 86/278/CEE (boues de purification), la [directive 94/62/CE](#) (emballages et déchets d'emballages), la [directive 1999/31/CE](#) (mise en décharge des déchets) et la [directive 2002/96/CE](#) (déchets d'équipements électriques et électroniques).

Il est rappelé que selon une étude récente publiée par la Commission, la mise en œuvre intégrale de la législation de l'UE relative aux déchets permettrait économiser 72 milliards EUR par an, augmenter de 42 milliards EUR le chiffre d'affaires annuel du secteur de la gestion et du recyclage des déchets de l'UE et de créer plus de 400.000 emplois d'ici à 2020. Il est donc primordial de prendre des mesures décisives pour combler les lacunes dans la mise en œuvre de la législation en matière de gestion des déchets et tendre vers une société efficace dans l'utilisation des ressources.

Les rapports des États membres couvrant la période 2007-2009 montrent que la législation de l'UE en matière de déchets a été dans une large mesure bien transposée dans le droit national. Toutefois, pour d'autres directives - en particulier la directive déchets dangereux (la DCD 2006/12/CE de 2006) et la directive concernant la mise en décharge - des problèmes importants se posent sur les plans de la mise en œuvre pratique et du contrôle de l'application.

Tous les États membres ayant présenté un rapport ont déclaré avoir transposé la DCD de 2006 dans leur droit national et s'être conformés à ses exigences de base, notamment l'établissement d'un ou de plusieurs plans nationaux de gestion des déchets et l'adoption de mesures destinées à garantir leur autosuffisance en matière d'élimination des déchets. En outre, tous les États membres ont déclaré respecter les dispositions de la DCD de 2006 concernant les exigences en matière d'autorisations et de tenue de registres.

Toutefois, une carence notable a pu être observée dans l'application de la législation de l'UE en matière de déchets en ce qui concerne les modes de traitement des déchets retenus. Les statistiques montrent que de nombreux États membres pratiquaient encore très largement la mise en décharge des déchets ménagers, ce qui est contraire au principe de hiérarchie des déchets énoncé à la DCD 2006 et ira encore davantage à l'encontre des exigences de la DCD révisée ([2008/98/CE](#)) qui instaure une hiérarchie de gestion des déchets à cinq niveaux.

- En 2009, les méthodes de traitement des déchets municipaux différaient considérablement d'un État membre à l'autre, certains comme la Bulgarie, la Roumanie, Malte, la Lituanie et la Lettonie se remettant très largement (pour plus de 90% des déchets) à la mise en décharge, alors que d'autres comme la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède affichaient des taux de mise en décharge inférieurs à 5%.
- Le taux de recyclage le plus élevé (compostage compris) a été observé en Autriche (70%), suivie de l'Allemagne (66%), de la Belgique et des Pays-Bas (60%) et de la Suède (55%).
- La Suède, le Danemark, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique, l'Allemagne et la France affichaient les plus forts taux d'incinération (à l'époque, on ne faisait pas de distinction entre l'incinération avec ou sans valorisation énergétique).

Ces grandes disparités résultent dans une certaine mesure de la mise en œuvre tardive de la législation relative aux déchets dans les États membres qui ont adhéré à l'UE après 2004. Les progrès de ces pays devront dès lors faire l'objet d'un suivi attentif. Néanmoins, certains anciens États membres ont continué d'enregistrer des résultats médiocres (par exemple la Grèce avec 82% de mise en décharge et le Portugal avec un taux de recyclage de 20% seulement). Il convient d'encourager les progrès dans ces pays au moyen de services de conseil ciblés et du recours au fonds structurels et de cohésion.

En ce qui concerne la gestion des déchets municipaux, certains progrès ont pu être constatés par rapport à la période de référence précédente. La mise en œuvre des directives de l'UE sur les flux spécifiques de déchets (directive sur les emballages, directive DEEE ou [directive sur les piles et accumulateurs](#), par exemple) ainsi que les mesures prises pour atteindre les objectifs fixés par celles-ci ont joué un rôle car l'infrastructure, les systèmes de collecte et les campagnes d'information mis en place pour se conformer à ces actes législatifs ont contribué à une amélioration générale de la gestion des déchets.

Pour autant, les chiffres globaux concernant la gestion des déchets en général, et la gestion des déchets municipaux en particulier, restent peu satisfaisants. Un énorme potentiel de recyclage reste encore inexploité, de sorte que plus de la moitié des ressources existantes présentes dans les déchets sont totalement inutilisées.

La Commission estime que le manque d'engagement et de ressources consacrées au contrôle de l'application, auquel s'ajoutent des

contraintes structurelles, institutionnelles et constitutionnelles, compte parmi les principaux obstacles à une amélioration de la mise en œuvre au niveau des États membres. Elle pense que de grands progrès seront possibles lorsque ces obstacles auront été surmontés, que des inspections nationales plus rigoureuses auront été mises en place et que les connaissances sur la gestion des déchets se seront améliorées.